

## La voix de l'Opposition de gauche

### Les institutions sont-elles légitimes ?

**18 juin 2012**

J'ai réalisé cette causerie à partir des quelques articles de presse disponibles au début de matinée (heure locale).

Question qui servira de cadre à notre causerie ou chronique du jour : Alors qu'un électeur sur deux n'a pas participé à cette farce électorale, peut-on affirmer que l'Assemblée nationale, les institutions seraient légitimes ?

Avant de répondre à cette question, voyons les résultats à grands traits. Un article réalisé à partir de plusieurs sources, AFP, Reuters, Lemonde.fr et Libération.fr.

Pour commencer, faisons-nous plaisir.

Les battus, en famille s'il vous plaît : Morano, Guéant, Alliot-Marie, Raoult, Joissains-Massini, Tron, Lefèbvre, Novelli, Bayrou, Lang, Royal...

Maintenant les chiffres fournis divergent quelque peu d'une source à l'autre, je tenais à le préciser. Il faudra se connecter plus tard sur le portail du ministère de l'Intérieur pour obtenir les chiffres définitifs. Les paragraphes précédés d'un tiret signalent les extraits d'articles de presse, mes commentaires figurent à la suite si nécessaire, à leur tonalité vous les reconnaîtrez.

- Avec 346 sièges, contre 226 pour la droite parlementaire, la gauche obtient une confortable majorité à l'Assemblée.

Avec ses proches alliés (PRG, MRC, divers gauche), le PS obtient 314 sièges, selon les résultats définitifs connus vers 00H15. La majorité absolue est de 289 sièges. Au total, la gauche obtient quelque 51% des voix.

Donc la "gauche" obtenu 51% et la "droite" 49%, sur fond d'une abstention massive, record depuis l'avènement de la Ve République. Question : les quelque 45 ou 46% des électeurs qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul n'auraient-ils pas renvoyé dos-à-dos "droite" et "gauche" qui finalement partagent le même programme sur le fond ? Les éléments fournis plus loin permettront d'affiner cette question et d'y répondre.

- Avec 291 sièges, le PS obtient à lui seul la majorité absolue à l'Assemblée nationale, du jamais vu depuis 1981. EELV et Front de gauche sont des alliés superflus à l'Assemblée.

Les écologistes d'EELV ont pu obtenir, malgré leur faible score de la présidentielle, 18 sièges, largement de quoi composer un groupe parlementaire (le seuil est à 15 sièges). Soit 14 députés de plus que lors de la dernière législature.

A droite, l'UMP et ses alliés (radicaux, centristes, DVD) obtiennent 229 sièges et perdent plus d'une centaine de députés par rapport à 2007.

L'abstention atteint un record à 44 %, 4 points de plus qu'il y a 5 ans.

Les trois candidats les mieux placés à la présidentielle de 2007, Sarkozy, Royal et Bayrou sont éjectés en 2012

Le Centre est moribond, liquidé, en période de crise, les classes se radicalisent, il n'y a donc plus de place pour le Centre, en admettant qu'il en ait eu une un jour.

- Français de l'étranger: 8 circonscriptions sur 11 pour le PS (Slate.fr 17.06).

Je n'ai pas les résultats complets, j'ai entendu hier soir sur France 2 que dans la circonscription englobant les Etats-Unis et le Canada la participation avait été de 11%, vous lisez bien il n'y a pas erreur, 11%; Ce qui fait que le candidat qui doit avoir recueilli un peu plus de la moitié des voix exprimées, est élu avec à peine 6% des inscrits. Il y aura donc à l'Assemblée nationale des députés qui siègeront après avoir obtenu une infime minorité de voix des électeurs, autant dire qu'ils sont illégitimes.

Question : le même constat ne vaut-il pas pour l'Assemblée nationale toute entière compte tenu qu'un électeur sur deux a refusé de légitimer les institutions de la Ve République en refusant de participer à cette mascarade, en s'abstenant ou en votant blanc ou nul ?

- Le Front de gauche subit un revers. Avec 10 élus seulement (9 communistes et un Parti de gauche), le groupe perd neuf députés par rapport à 2007. Le groupe comptait en effet 16 élus communistes et apparentés et 3 élus du Parti de gauche.

- *"C'est certain que c'est décevant, a réagi, dimanche soir, Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF. Le pourcentage des voix obtenues nous laissait espérer un meilleur résultat."* En cause, selon lui, le scrutin majoritaire : *"Il y a une prime au parti présidentiel et au bipartisme"*, dénonce-t-il. Il réfute toute erreur stratégique. *"Notre stratégie n'est pas déterminée par le nombre de sièges mais par ce qui permet de répondre aux grandes questions de notre pays"*, affirme-t-il. (lemonde.fr 17.06)

Question : A quoi correspondent les 10% du Front de gauche ? Aux seules voix ou presque des militants du mouvement ouvrier. Quant aux travailleurs inorganisés qui sont aux alentours de 90%, ils se sont abstenus, ils ont voté blanc ou nul pour l'immense majorité d'entre eux, le reste a voté PS ou UMP.

Ainsi les travailleurs ont témoigné leur défiance ou leur rejet de la quasi totalité des partis qui se sont présentés à ces élections législatives, aucun a leurs yeux n'est légitime. Faut-il s'en étonner ? Non bien sûr, nous n'avons cessé d'expliquer qu'ils étaient coupés des masses, on en a ici la démonstration.

A mon avis, ce n'est pas dû au fait qu'ils auraient fait une mauvaise campagne ou qu'ils se seraient trompés de stratégie, ce n'est pas dû non plus aux particularités de la situation actuelle, ni au calendrier législatif qui leur serait défavorable, ça ce sont les arguments ou les prétextes fallacieux que les uns et les autres ne vont pas manquer de mettre en avant pour justifier leur déroute ou échec auprès de leurs militants, alors qu'en réalité, ce résultat pitoyable des partis qui se réclament du socialisme remonte beaucoup plus loin, à leur incapacité d'exprimer les besoins des travailleurs dans des termes qui leur soient compréhensibles, qui est le produit de la gangrène réformiste qui n'a cessé de ronger le mouvement ouvrier et son avant-garde depuis l'après-guerre, ces résultats en sont

le point d'orgue d'une certaine manière, ils paient le prix de leur collaboration ou de leur collusion avec le régime qu'ils soutiennent tous chacun à leur manière.

Tous ont appelé à voter Hollande le 6 mai et PS les 10 et 17 juin.

En procédant de la sorte, ils ont tenu à donner au Bonaparte de service une majorité absolue à l'Assemblée nationale conformément à l'esprit de la Ve République qui sort renforcée de ce scrutin, ce qui a été rendu possible par leur refus d'associer à leur combat politique le combat contre les institutions ou d'en faire l'axe de leur combat politique, les épargnant sans cesse (POI) ou les faisant littéralement disparaître (NPA, LO) de leur combat au point de se demander si elles existaient encore !

La plupart des militants de ces partis et du PCF se refusent à se poser certaines questions, ils rejettent cette analyse, peu importe, notre devoir est de les poser devant tous les militants du mouvement ouvrier et les travailleurs.

En confortant Hollande et le PS, ils ont ainsi collaboré à l'entreprise qui consistait à donner l'illusion qu'ils disposeraient d'une légitimité pour mener à bien leur politique réactionnaire, qui au regard de l'abstention est en réalité une imposture. C'était une manière comme une autre de soutenir par avance le régime en place tout en prétendant le combattre.

En revanche ou à l'opposé, si tous ont appelé à voter Hollande et pour le PS, les travailleurs dans leur immense majorité ont répondu négativement aux appels répétés d'Ayrault et Aubry notamment de donner "*une large majorité présidentielle*" à Hollande et au gouvernement pour appliquer leur politique en s'abstenant ou en votant blanc ou nul, ne suivant pas les consignes de vote implicites ou explicites de tous les partis et formations politiques du mouvement ouvrier.

Question à la suite de ce constat. Où se situent ces partis et ces formations politiques : au côté de Hollande et du PS qui incarnent le capital, ou au côté des travailleurs qui ont témoigné leur refus de leur accorder leur confiance à partir de leurs propres besoins que le PS ne sauraient incarner ?

Je ne vais pas répéter ici ce que j'ai déjà dit dans des causeries précédentes à maintes reprises. Ces partis ou formations politiques ont un grave problème tactique et stratégique à résoudre apparemment.

Ils sont à la fois incapables d'incarner les besoins quotidiens des travailleurs tels qu'ils se les représentent et qui constituent une priorité pour eux, préférant s'attaquer à leurs illusions qu'illustrent leur soutien à l'euro et à l'UE qu'ils assimilent à l'Europe ou encore en mettant au premier plan le combat contre l'extrême droite que les travailleurs considèrent comme secondaire, à tort peut-être, sauf qu'à refuser de tenir compte de quelle manière les travailleurs abordent la situation actuelle, on se coupe des masses et de ses éléments les plus avancées qui ne sont pas forcément ceux qui sont organisés dans le mouvement ouvrier qui ne représentent qu'une minorité du prolétariat.

Précisions. Nous partons du principe que ces échéances électorales et la campagne politique qui devait être menée durant cette période, devaient avoir comme seul objectif la construction du parti, or, comme aucun parti n'était orienté dans cette direction, les résultats qui en ressortent sont conformes à ce qu'on pouvait attendre des politiques opportunistes menées par les uns et les autres.

Tous les partis qui ont participé aux législatives ont tenu un double langage aux travailleurs sur le gouvernement en prétendant ne pas vraiment savoir quelle politique il allait appliquer au lendemain

du 17 juin tout en expliquant ailleurs le contraire ! Notons que le jésuitisme dont se pare le front unique, est fait de la même pâte molle qui finalement revient à concilier les contraires et à embrouiller les esprits, au lieu de les éclairer sur la nature exacte du PS et ses satellites qui sont des institutions à part entière du régime dont les masses se sont justement détournées.

Pour notre part, nous considérons qu'il est possible de proposer aux travailleurs une issue politique conforme à leurs intérêts et au socialisme qui partent de leurs besoins élémentaires en les situant dans une perspective révolutionnaire.

On nous rétorquera que dans l'état actuel des choses, c'est quasiment impossible, cela tient du délire, etc. et que c'est la raison pour laquelle il faut au contraire leur tenir un discours axé sur d'autres objectifs que la Constitution, les institutions, le gouvernement ouvrier, l'extinction des classes et de l'Etat, le socialisme, puis le communisme, le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté à l'échelle de l'humanité, leur préférant la lutte, la lutte, la lutte, déconnectant le combat pour les revendications sociales du combat pour l'émancipation du capital contre l'Etat, réduisant finalement leur combat au trade-unionisme ou les baladant à Bruxelles, Strasbourg, Frankfurt ou Washington.

Sur le plan pratique comment se présente la politique que nous préconisons ?

C'est très simple, trop apparemment, tellement simple qu'on passe systématiquement à côté, si la survie du capitalisme est incompatible avec la satisfaction de nos besoins ou aspirations, avec notre volonté ardente de voir nos difficultés réduites, nos problèmes résolus pour que nos enfants et petits-enfants aient la possibilité d'accéder à une vie meilleure dans une société débarrassée de toutes ces inégalités et injustices insupportables, c'est que l'heure à sonner (sic!) qu'il disparaisse, qu'il faut passer à l'action dans cette perspective, il n'y a pas d'autre voie ou alternative que le socialisme, à moins d'accepter le sort qu'il nous réserve, de baisser toujours davantage la tête, de subir toujours davantage de sacrifices, on sait comment cela se termine en connaissant un sort pire encore, qui sait le chaos et la guerre.

Nos besoins sont-ils légitimes ? Ceux des capitalistes qui détiennent le pouvoir qu'incarnent le gouvernement Hollande-Ayrault et sa majorité parlementaire sont-ils légitimes ? Il faut impérativement se poser cette question et y répondre. Les deux ne peuvent pas l'être, il faut choisir consciemment entre les deux lesquels on estime légitimes, autrement dit, entre des voleurs protégés par les institutions et leurs victimes qui n'ont que leur faculté à s'organiser pour faire valoir leurs droits, conserver leur dignité et donner un sens à leur vie qu'ils n'auront jamais envie de renier par la suite, lesquels méritent de vivre ou de périr ?

Maintenant on a parfaitement le droit de refuser de répondre à ces questions préférant accepter le mauvais sort auquel on était semble-t-il voué depuis notre naissance, on peut se résigner, se lamenter dans son coin, s'en prendre aveuglément à la terre entière, se tromper d'ennemis, se leurrer sur la possibilité qui existerait de s'en sortir individuellement, notre existence, la société, le monde continueront de sombrer un peu plus chaque jour dans l'horreur et la barbarie, est-ce cela que l'on veut vraiment, est-ce qu'on ne mérite pas mieux franchement, qui ou quoi peut justifier de nous infliger de telles souffrances sans fin, rien ni personne en vérité. Et pourtant, si ce n'est pas nous qui avons décidé de vivre dans une telle société infâme, cela signifie qu'il y en a d'autres qui s'en chargent.

Notre salut consiste donc à prendre notre sort entre nos mains, à laisser à personne d'autres le soin de s'en charger à notre place, de la même manière qu'un enfant s'en remettra de préférence à ses parents, un élève à ses professeurs, un patient à son médecin, nous devons être à la hauteur de nos responsabilités, personne ne peut et ne doit assumer la responsabilité qui consiste à choisir

librement dans quelle société nous voulons vivre, il en va de votre présent et votre avenir ainsi que celui des générations futures.

Qui d'autres, quel parti à part le nôtre vous tient un tel discours qui se veut avant tout lucide, cohérent et clair, partant de la réalité que l'on ne cherche pas à nier ou contourner, sans vous mépriser ou vous culpabiliser, sans vous tenir un double langage, sans essayer de vous embobiner, sans vous flatter pour mieux vous manipuler, sans faire de grandes phrases auxquelles personne ne comprend rien ?

Si à l'issue de cette discussion vous n'êtes pas encore convaincu que votre intérêt est de rejoindre notre combat, nous vous invitons à reprendre point par point chaque élément de notre démonstration pour déterminer avec vous quel est celui ou ceux qui vous laissent perplexe ou qui vous retiennent de vous engager avec nous.

Le socialisme est une science, à ce titre nous sommes en mesure de vérifier avec vous le bien-fondé de chacune de nos affirmations, ce sur quoi repose notre engagement sur un plan historique, vous verrez qu'on n'invente rien. On ne fait que traduire sur le plan pratique les enseignements que les marxistes ont tiré du développement historique du capitalisme qui repose sur des facteurs et des lois dont l'existence a été démontrés, donc des faits matériels vérifiables et non des idées qui seraient sorties toutes faites de je ne sais quel cerveau.

Pour conclure, prenons un exemple d'actualité pour illustrer de quelle manière nous procéderions pour vous convaincre, loyalement, honnêtement, vous allez pouvoir en juger vous-même car nous n'avons pas de secrets à avoir avec vous.

Le capitalisme traverse la crise la plus profonde de son histoire, elle concerne tous les continents, pas un peuple n'est épargné. En ce qui nous concerne, elle a pour nom austérité, rigueur, réformes structurelles qui conduisent à un appauvrissement général de la population laborieuse et une dégradation vertigineuse des conditions de travail et d'existence au point de les rendre insupportables. Pourtant, ne vous a-t-on expliqué de long en large et en travers que la civilisation était promise à un bel avenir ? Force est de constater que chaque fois que le capitalisme semblait être synonyme de progrès social sans fin, la société plongeait à nouveau dans la barbarie, à deux reprises au XXe siècle avec les deux guerres mondiales. De nouveau après-guerre, on nous a dit : plus jamais cela, et que constatons-nous depuis, que la guerre n'a en réalité jamais cessé, elle s'est reportée sur certains continents seulement avant de se répandre jusqu'aux portes de chez nous, hier au Liban et en Serbie, plus près de nous en Libye et demain en Syrie.

Notre bien-être relatif, le progrès social dont nous avons bénéficié, l'a toujours été au détriment d'autres peuples surexploités et violemment réprimés en Afrique, en Asie ou en Amérique latine. Jusqu'à il n'y a pas longtemps on ne s'en souciait pas vraiment ou peu, il suffisait de fermer les yeux et de se boucher les oreilles pour ne rien voir et ne rien entendre, mais voilà que le bruit du canon parvient dorénavant à nos oreilles, en temps réel on dispose d'images provenant des quatre coins du monde démontrant à quel point le capitalisme rime avec la pire barbarie, on se dit alors qu'on n'a pas cessé de nous mentir, de nous manipuler, tandis que des peuples souffraient le martyr au quotidien, et voilà qu'avec la nouvelle crise du capitalisme c'est au tour des travailleurs grecs, portugais, irlandais, espagnols, italiens, demain le nôtre et d'autres peuples encore, pas un seul ne sera épargné.

On vous a vendu un mirage, une illusion en vérité. Et cela continue évidemment. Ceux qui détiennent le pouvoir et font l'information qui arrive à vos oreilles appellent progrès l'augmentation de la consommation de certains pendant que d'autres crèvent littéralement de faim et de bien

d'autres maux engendrés par la société telle qu'elle est à travers le monde. Ils n'ont pas la même définition que nous du progrès, leur souci n'est pas de savoir de quelle manière il est réalisé et qui en profitent vraiment, ou pour être plus précis, cela ne les choque pas que l'élévation du niveau de la consommation soit synonyme de la dégradation continue de vos conditions de travail et d'existence, qu'il s'accompagne de la liquidation des valeurs (humanistes) universelles que nous partageons, ils considèrent qu'il est normal que pour maintenir votre niveau de vie (ou de consommation) que vous sacrifiiez votre existence, votre famille, vos enfants, tout ce qui vous est le plus cher, du moment que cela permet aux capitalistes qui constituent une infime minorité de la population de continuer d'accumuler des profits et de conserver le pouvoir, les travailleurs qui ne vivent pas sous un régime démocratique (bourgeois) en savent quelque chose, ils n'ont pas connu autre chose depuis leur naissance, un cauchemar en vérité.

Vous ne vous attendiez certainement pas à avoir sous les yeux un tableau aussi sombre de la société, du capitalisme, et nous n'avons fait que brosser à grands traits les grandes lignes des horreurs auxquels il s'est livré depuis 1945, si vous en connaissiez les détails, on vous apporterait une cuvette pour vous soulager car vous ne le supporteriez pas, personne dans nos rangs d'ailleurs.

Tous les peuples aspirent légitimement aujourd'hui au progrès social, cela représente une somme colossal de besoins à satisfaire, ce qui est parfaitement réalisable avec le niveau atteint par le développement des forces productives, mais voilà, c'est incompatible avec l'enrichissement sans fin d'une poignée de nantis qui accaparent les richesses produites pour satisfaire leurs seuls besoins, d'où notamment la guerre qu'ils leur livrent pour conserver leurs privilèges. Cela étant dit, est-ce que vous avez encore des doutes ou des scrupules sur la légitimité de vos propres besoins ?

Vous aurez compris que parvenu à un certain niveau de développement, atteint au détour du XXe siècle, le capitalisme se transforme en force destructrice, il lui faut détruire ce qu'il a construit pour ensuite le reconstruire, puis le détruire à nouveau et ainsi de suite... A vous de voir si vous voulez être ses prochaines victimes ou si vous estimez qu'il a fait son temps et qu'il doit céder la place à une République sociale (universelle), au socialisme. (A suivre)

J'ai passé mon après-midi à écrire ce passage, j'espère ne pas avoir perdu mon temps. Je pense que c'est de la sorte qu'il faut aussi s'adresser aux travailleurs et aux militants.